

LEMA

LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N° 107 - Octobre 2006ko Abendoa

MENSUEL : 2 €

CHAMBRE D'AGRICULTURE : UNE CAMPAGNE OUVERTE

**La
GENERATION
MONTANTE**
P.2

**Le nouveau
BILBAO**
P.13

LURRAMA
P.15

**KOTTE
EZENARRO**
P.20



Un pays formidable

Le discours dominant est à l'affrontement entre «les bons» qui prônent l'ouverture, la mobilité en ces temps de globalisation et les «mauvais» de la fermeture obscurantiste, des communautaristes, des nationalistes. Les jeunes du Pays basque sont-ils attirés par les forces du bien ou du mal ? Une enquête menée par le Conseil de développement montre que leurs représentations va au-delà du manichéisme intellectuel ambiant. Leur souci est de devoir émigrer malgré leur attachement à ce pays.



La fête un pan de la culture basque.

Des jeunes prêts à bouger, mais leur priorité : vivre au Pays basque

« Vivre et travailler au pays » ce slogan des années de révolte semble daté en ces heures de mondialisation. Il n'en garde pas moins sa pertinence pour la jeunesse des années 2000 en Pays basque nord. Se déplacer pour ses études, découvrir de nouveaux horizons, travailler ailleurs pour un premier travail intéressant de nombreux jeunes interrogés. Mais pour beaucoup d'entre eux, la priorité est ensuite de vivre au Pays basque. Ce pays donne un sens à certains jeunes. Cette étudiante en fin de cursus affirme « la compensation au fait de partir, c'est que j'ai des missions intéressantes, qui me plaisent. Mais à terme, c'est ici que je veux revenir ». Certains ne se voient pas comme des pionniers anonymes, mais comme des personnes qui apportent leur pierre à la vie d'un pays. Ils relativisent le carriérisme et le matérialisme. L'important est de vivre dans un cadre et un environnement favorable. Certains sont prêts à y créer une entreprise. « Pourquoi pas créer une structure pour pouvoir vivre ici ? A voir. On est pas mal à se dire ça, à se dire qu'il faut qu'on se motive. Comme on a envie de rester vivre ici, pourquoi pas créer quelque chose ? » Le travail est perçu comme un facteur d'autonomie, de prise en charge pour évoluer dans ce territoire. La priorité n'est pas donnée à la performance individuelle, mais à une bonne qualité de

vie. Que faut-il défendre ? une mobilité permanente à tout crin pour la réussite personnelle, l'esprit prédateur pour un haut niveau de rémunération ou une qualité de vie qui allie découverte extérieure et ancrage dans un territoire que l'on aime ?

Des jeunes attachés à la culture basque et aux cultures du monde

La culture basque est toujours attractive dans son acception la plus large, fête, vie sociale. Elle n'est pas systématiquement reliée à la langue basque, mais à l'ambiance générale que dégage ce pays. « C'est un pays que j'aime, quelque chose que j'ai au fond de mon cœur, que j'oublierai pas ». Les jeunes portent un regard positif sur la culture de leur pays. Ils le sont d'autant plus en étant bascophones. Ce lien culturel local est lié à une ouverture aux autres cultures. L'un n'empêche pas l'autre. Au contraire. « J'adore l'étranger. J'aurais aimé passé un an à l'étranger, avec l'idée du retour ensuite ici. Maintenant c'est différent je travaille, j'ai une petite fille. Mais je me dis : Pourquoi pas partir travailler pendant un an à l'étranger, avec enfant et mari ! ».

Que faut-il défendre ? une ouverture pour l'ouverture aux autres modes de vie ou un échange productif dans lequel la découverte de l'autre est associée à sa propre personnalité ?

Pas facile d'y vivre

Derrière ces considérations générales, les jeunes ne sont pas pour autant très optimistes : difficulté de trouver un emploi, nécessité d'être dans les bons réseaux pour y arriver, pauvreté de l'offre d'emploi, « ici, soit t'es serveur, soit t'es maçon », difficulté à se loger, pessimisme sur l'avenir de l'euskara, regard négatif à l'égard des responsables politiques, ce pays n'est pas un paradis sur terre. La diminution du nombre de jeunes entre 1990 et 1999 confirme la difficulté d'y vivre. En 10 ans, ce pays a perdu plus de 5000 personnes dans la tranche 15-29 ans.

Les zones rurales sont les plus affectées par ce phénomène. Ce pays fonctionne comme une formidable machine à créer une énergie positive qu'il ne sait pas retenir en laissant émigrer des compétences, un potentiel d'innovation indispensable. Ce pays regorge d'énergie. Les jeunes l'associent d'ailleurs à un certain dynamisme. Et pour autant, il demeure un pays d'émigration. Fort heureusement, certains ex-jeunes reviennent avec leur famille après avoir acquis de l'expérience ailleurs.

La politique, le maillon faible

Les jeunes portent un regard sévère à l'égard du personnel politique « Où est leur réel projet ? le Maire de ma commune, je vois pas du tout où il veut aller ! ». « ils sont frileux, ils n'osent pas ... ils sont pas très courageux. Ils n'ont qu'une vision électoraliste et ne gèrent que du quotidien. Ils ne défendent que leur petite carrière de politique ». Ce regard est sans doute trop caricatural et trop dur à l'encontre d'élus locaux quasiment bénévoles qui remplissent des fonctions complexes pour une faible reconnaissance. La responsabilité des pouvoirs publics dans l'incapacité à valoriser ces énergies est par contre déterminante. Des dossiers « dynamiseurs » comme une université autonome spécialisée ou le département Pays basque piétinent. Des initiatives originales comme Herrikoa sont reconnues tardivement après des années perdues à mépriser, à entraver plutôt qu'à soutenir. En 2020, Euskal Herriko Laborantxa Ganbara sera sans doute au niveau de Herrikoa aujourd'hui. L'engagement dans la vie locale de cette jeune génération sera indispensable pour bouger les choses de l'intérieur et remuer la formidable inertie de l'appareil politique et administratif français.



Korrika : les jeunes courent pour l'euskara.

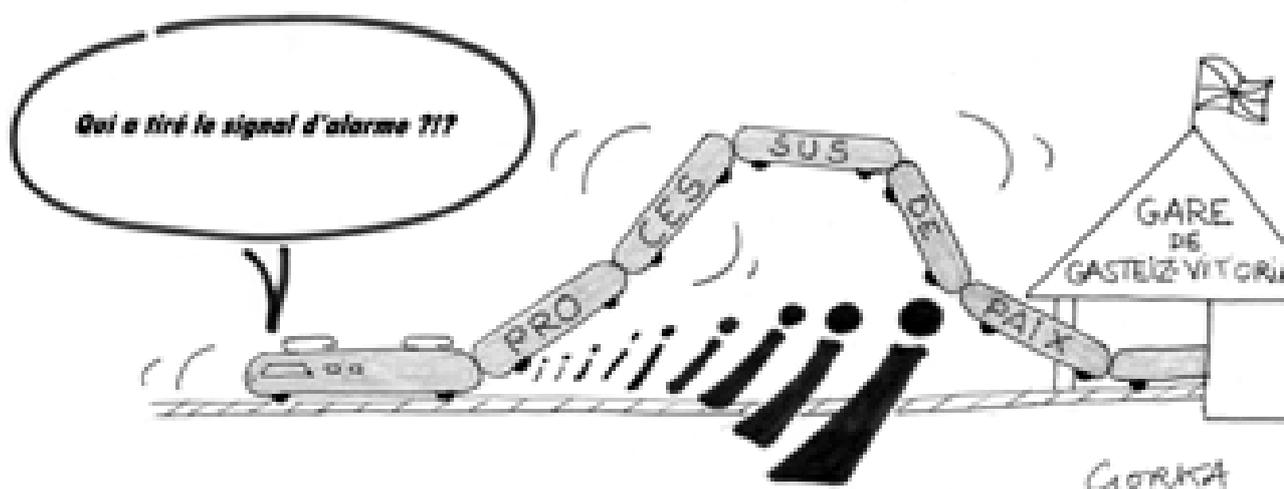


La V^{ème} république tousse.

Comme on a choisi une femme au PS, du coup on se demande à l'UMP si on ne devrait pas en faire autant pendant que le président de l'UMP mobilise toute son énergie pour demeurer le seul en lice à droite. Pour les idées, les thèmes, on verra plus tard avec les boîtes de com pour s'adapter aux souhaits exprimés dans le tout dernier sondage. Il faut désormais coller au plus près à l'image des Français ; peu importe les choix difficiles en France et avec les partenaires européens, les décisions impopulaires nécessaires : les candidats n'en parleront surtout pas pendant la campagne électorale, mais imposeront les réformes incontournables une fois élus sans concertation réelle. L'opposition, quelle qu'elle soit, fera alors tout pour entraver ce choix et les électeurs français auront au fond de la gorge cette gêne symptomatique des débuts de forte fièvre. Voilà de quoi souffrir la démocratie à la française. Même si certains candidats courageux au centre et chez les écologistes essaient de proposer un nouveau système, le régime de la Vème se perpétue tout comme l'Empire Romain qui agonisa deux siècles... tout cela parce qu'en 1962 Charles De Gaulle transforma la constitution française pour faire élire au suffrage direct le Président. La Vème république sombra alors dans le populisme, dans cette rencontre dangereuse d'un homme et du peuple, où les promesses les plus folles et les recettes les plus étincelantes se font jour... Quand on sait que le système majoritaire d'élection des députés reproduit dans chaque circonscription le même mode de désignation, on com-

prend pourquoi seul le scrutin proportionnel mettra un terme à cette dérive des institutions de l'Etat qui nous gouverne. En attendant le régime tousse et s'étouffe sans chance de rémission.

La situation en Pays basque paraît de nature similaire. La paix s'enlise. Le pays tousse et les articulations douloureuses ont plus de mal à réagir qu'au printemps et pendant l'été. Paradoxalement, la comparaison s'arrête là. En effet, après des mois d'espoir tout semble ralentir sinon repartir en arrière et les petits actes de violence comme les attaques récentes des locaux du PNB ou du PSOE dans la Communauté autonome ont de quoi rendre soucieux plus d'un partisan de la paix. Rajoutons à cela les agressions espagnoles que sont les accusations de juges plus liés à la droite espagnole qu'au droit espagnol et nous avons un décor automnal peu rassurant. Mais comme le fait remarquer avec justesse le Lehendakari Juan Jose Ibarretxe, il ne faut surtout pas perdre espoir et ne pas se déclarer vaincus dès la moindre difficulté. Chacun sait que le chemin vers la résolution du conflit est long, que des avancées et des reculs sont inéluctables. Il faut maintenir le cap. Grâce notamment au dialogue entre les trois partis protagonistes que sont EAJ-PNB, le PSOE et Batasuna et à l'audace des propositions de chacun des trois.





Un sondage étonnant !

29,5% des habitants du Pays basque nord voteraient pour l'indépendance si la question leur était posée ! C'est ce qui ressort d'un sondage téléphonique réalisé entre le 18 et le 25 octobre dernier par la société Gizaker pour le compte de Radio Euskadi. Sur les 200 personnes enquêtées habitant entre Bayonne et Mauléon, 29,5% voteraient pour l'indépendance alors que 28,4% feraient le contraire, 22,7% n'iraient pas voter et 19,4% préféreraient se placer dans la catégorie « je ne sais pas ». Dans le même esprit, 33,7% seraient favorables à un passeport basque.

Une majorité relative se dégage en faveur de la création d'un département Pays basque : 48,5% y est favorable, 30,5% contre, alors que 21% ne savent pas ou ne se prononcent pas. Une question qui, elle, fait la quasi unanimité c'est l'appartenance au Pays basque des 3 provinces du nord : 75% pensent que Basse Navarre, Labourd et Soule font bien partie du Zazpiak bat.

Batera: on continue !

Au 21 novembre, 22 013 électeurs avaient signé la pétition lancée par Batera pour demander un référendum sur la question du département Pays basque. Soit près de la moitié de l'objectif affiché de 46 000 signatures mais surtout plus de 10% des électeurs du Pays basque. Le chemin étant encore long, deux thèses se sont opposées lors de la récente assemblée générale de Batera qui avait lieu à Ezpeleta : fallait-il continuer la campagne ou la suspendre alors que de nombreux scrutins pointent à l'horizon ? La majorité des présents a choisi de continuer en affirmant que « la campagne se terminera par l'obtention des 46 000 signatures et / ou la mise en place de la consultation par les pouvoirs publics ».

Batera va également profiter des campagnes électorales à venir pour « faire valoir la volonté exprimée par la majorité des élus et 10% du corps électoral du pays basque ».

Concrètement, le suivi et l'organisation du reste de la campagne de recueil de signatures sera assuré mensuellement par un bureau réunissant des représentants de chaque canton.

Herrikoa en AG

La société de capital risque Herrikoa, qui fête ses 25 ans cette année, poursuit son chemin avec son assemblée générale annuelle qui aura lieu le vendredi 1er décembre à l'amphithéâtre Mari de l'Estia à Bidart. Au menu de la journée qui débutera à 15h : visite d'entreprises, Algotech (éditeur de logiciels), Mediampil (revue de presse électronique), ASP 64 (solutions de sécurité informatique), Designa (meubles et agencement) ; assemblée générale ordinaire (17h30) et extraordinaire (18h15) ; conférence sur les financements aux entreprises (19h) avec des conseillers techniques de la Région, du Conseil général et d'Herrikoa ; buffet basque pour clore l'après-midi (20h).

Ségo, ici aussi

Pas de surprise, les militants basque du PS ont choisi à 56,7% Ségolène Royal pour porter les couleurs de leur parti lors des prochaines élections présidentielles. La future candidate s'est même payée le luxe d'arriver en tête dans toutes les sections. Pourtant la fédération est tenue par des Emmanuellistes alliés aux fabiusiens (MM. Espilondo et Favraud en sont les représentants locaux). Voilà, qui doit mettre du baume au cœur de Frantxo Maitia qui a été écarté de la course des législatives dans la 4ème circonscription par l'alliance Emmanuellistes- fabiusiens à cause de son soutien trop voyant à la cause du département Pays basque. Reste que la guerre de tranchée n'est pas finie au PS, où l'on prépare la nuit des longs couteaux lors de la désignation de la tête de liste pour les municipales à Bayonne...

Jacobin, toujours !

Depuis la révolution française, on aime bien, dans certains rangs du parti socialiste, insister sur un mot de la devise républicaine: « égalité ». Et même si « égalité » doit signifier nivellement vers le bas. C'est toujours vrai comme vient nous le rappeler Georges Labazée. L'élus béarnais s'est ainsi récemment insurgé contre le traitement privilégié dont bénéficierait selon lui le Pays basque. Dans une note confidentielle publiée par le Journal du Pays basque il dénonce le fait que « d'une façon unilatérale le Préfet des Pyrénées-Atlantiques a annoncé que le Pays Basque ferait une nouvelle fois exception à la règle. Il sera le seul territoire de l'hexagone à contractualiser une nouvelle convention dans le cadre du CPER 2007-2013...d'ici la fin de l'année ». Et l'élus socialiste de conclure : « en clair, cette partie de l'Aquitaine serait traitée comme la 25ème Région de notre pays ! ». Et si l'idée de 25ème région proposée par M.Labazée était retenue ?

Première réussie pour Lurrama

Organiser un salon agricole en plein cœur de Bayonne : le pari était risqué, mais il a été gagné par les paysans qui ont montré leur savoir faire et par Euskal herriko laborantza ganbara qui a porté ce projet. Plus de 30 000 visiteurs ont arpenté les allées entre vaches, brebis et cochons, tous estampillés « agriculture du Pays basque ». Et le point d'orgue de ces premières journées Lurrama restera sans doute le repas géant qui a réuni plus de 700 convives autour des produits basques revisités par des grands chefs locaux. (voir p. 15)

Daniel Landart honoré

Pour la première fois depuis qu'il existe, le prix Agosti Xaho qui récompense une personne ayant œuvré en faveur de la culture basque, a été attribué à un bas navarrais. Après 3 soule-tins, Battiata Urruty, Jean Mixel Bedaxagar et le père Juñes Cazenave Harigile c'est donc Daniel Landart qui l'a officiellement reçu en la mairie de Mauléon.

Les associations Agosti Xaho kultur taldea et Xiberuko Zohardia, qui l'attribuent, n'ont pas eu de mal à choisir Daniel Landart tant il a œuvré (depuis l'âge de 17 ans !) et œuvre encore pour l'euskara.

C'est des mains d'Elixabete Piñol, la présidente d'Agosti Xaho kultur taldea, que Daniel Landart a reçu son prix. Pour l'occasion, l'association avait même organisé une conférence sur l'œuvre d'Agosti Xaho en invitant l'universitaire Patri Urkizu.



Daniel Landart honoré du prix Agosti Xaho.

GEROKO EUSKALDUNAK : LEHIAKORRAK, XARMANGARRIAK ETA HERRI-NORTASUNAREKIN

Egun bada Euskal Herriko hegoaldean zer bait, nehork baloratu ez arren, guttiz adierazgarria dena: Enpresari-elkarteen zenbait buruzagi nagusi euskaldunak eta abertzaleak dira. Egoera hau berria da.

ADEGIk (Gipuzkoako Enpresarien Elkartea) Eduardo Zubiaurre hautatu berri du presidente eta CONFEBASK (Confederation Enpresarial Basque) delakoak Mikel Lazpiur izendatu zuen lehendakari izaz. Biak dira molde bereko euskal enpresari tipikoak: biak langile zintzo eta entsaiatuak dira, lantegi familiar ttipien jabe, enpresa lehiakor eta eraberritzaileak zuzentzen dituzte, lana ontsa egiten dute eta arrakastadun produktuak sortu, nazioarteko merkatua zaie gogoko eta Euskal Herria dute maite. Aldi berean, tradizioaren eta berrikuntzaren zale handiak dira. Egoera hau kasualitate hutsa da ala zer bait sakonagoaren ondorio? Hegoaldean bakarrik balio al du? Zergatik ez iparraldeko lantegietan?

Erran gabe doa euskal enpresak birdefinizio-garaiak bizi dituela. Baina ez enpresak soil-soilik. Guztiok bizi ditugu aldaketa-garaiak, guztiok bait gaude kanbiantzen ari den gizartearen baitan. Pertsonak, familiak, enpresak, sindikatuak, elkarteak, herriak, nazioak... guztiok heldu gara "point de non-retour" delakora eta aitzina ezer ez da orain arte bezalakoa izanen. Teknologia

berriak eta mundialiazazioa dira gizarte modernoaren trenak aitzina joateko behar izanen dituen railak. Pertsonak kreatorak, berrikuntzaileak eta lehiakorrak. Baloreak eta herri-nortasuna erakutsiko duten pertsonak.

Krisialditik aldaketarat

Hogeita hamar urte joan dira, belaunaldi bat jadanik, 1970ko krisialdiak iragan zirenetik. Orotariko krisialdiak: energia, politika, gizartea, ekonomia, lan-esparrua, erlijioa, kultura, nortasuna, jenerazione arteko harremanak eta baloreak kinka larrian jarri zituzten krisialdiak. Geroztik, euskal gizartea berriro ere aldaketa handien atarian dago, Euskal Herria, Frantzia, Europa eta mundu-mailako aldaketen bezperetan.

Betiko joan ziren denboretan ez bezala, euskal gizarteak ontsa daki egun bizitzaren kalitatearen etorkizuna biziki atxikia zaiola bere enpresek nazioarteko merkatuetan ardiets dezaketean arrakastari. Enpresa aski ez badugu gehiago sortu beharko ditugu; lanpostuak eta aberastasuna eraginen dituzten enpresari nahiko ez

badugu, aldarrikatu beharko ditugu; gazte eskolatu, ikasi eta trebe gehiago ez badugu, prestatu eta formatu beharko ditugu. Eta, mendez mende honaino heltzeko gai izan baldin bagara, era batez edo bestez beti ere lan egiteko, arriskatzeko eta saiatzeko gai izan garelako izan da.

Ahalmenak eta ahuleziak

Euskal enpresak ahalmen handiak ditu eta baita ahulezia sakonak ere. Ahalmenen artean aipagarri herri-zaletasuna, sorterriarekiko hurbiltasuna, lanerako jarrera, oneski jokatzeko moldeak, bertako gizon eta emakumeen trebakuntza, egoki lan egiteko ohitura eta tradizioaren baloreen defentsa. Ahulezien artean, ordea, "bertzeek" eginen dutenaren zain gelditzeko erraztasuna eta aldaketak egiteko beldurra.

Euskal Herria ttipia da eta euskaldunak gutxi gara. Beraz, euskal enpresaren geroa --Euskal Herriaren eta euskaldunen geroa bezala-- ez da anitz gauza egitea, gutxi eta ongi egitea baizik. Gezurra iduri arren, euskaldunen erronka proposamen atsegina eskaintzea da, nazioarteko merkatuan gure kalitatezko marka ezagutaraztea, betidaniko erroak eta baloreak bilduko dituen marka munduko plazara ialgitzea. Berrikuntzaileak eta lehiakorrak izateaz gainera, behar izanen dugu malguak, xarmangarriak, liluragarriak, maitaleak eta nortasun handikoak izan. Gu guztion erronka da, ez enpresena soil-soilik, euskal gizarte guziarena baizik.

Milaka urtetan bizirik iraun duen lurralde-idea desagertzen ari da. Orain arte Euskal Herriak kanpora joandako euskaldunek beraien sorterriarekiko atxikimendua galtzen zuten fite eta familiako harremanak erraz hautsi. Egun, aldiz, telefonoa, telebista, interneta eta bertze hainbat teknologia medio, jendeak bere sorterrian irakurtzen eta ikusten dituen informazio berdinak irakur eta ikusi ditzake non-nahi. Bost kontinenteetako aurpegiak eta begiak gero eta gehiago ikus ahal ditugun bezala Euskal Herrian, munduan ere gero eta euskaldun gehiago ari da emeki-emeki zabaltzen.

Jendea anitz mintzo da mundializazioaz. Ez da, ordea, batere berria. Mundializazioa XVI. mendean hasi zen inperio handien eskutik. Geroago, XIX. eta XX. mendeetan, enpresek bideratu zuten mundializazioa. XXI. mendean, berriz, mundializazioaren protagonismoa pertsonena da, gurea. Eta gure desafioa euskaldun-berrikuntzaileak, lehiakorrak, baloredunak eta xarmangarriak -- izaten segituko da.

Luis Aranberri "Amatiño"



Unibertitate, ikerkuntza eta berritasunaren gune nagusia.



Victoire des démocrates américains

EAJ-PNB s'est félicité de la victoire du parti démocrate américain le 7 novembre dernier. L'EBB a transmis ses félicitations à Ellen Tauscher, membre du Congrès, présidente de la coalition des nouveaux Démocrates à l'origine de l'alliance entre démocrates européens et américains. L'EBB a aussi tenu à féliciter le vice gouverneur de Californie, John Garamendi d'origine basque (Lekeitio) qui a obtenu un excellent résultat dans ce fief républicain.

EAJ-PNB maintient des relations de proximité idéologique avec le parti démocrate américain, relations qui se sont matérialisées à partir de la constitution du Parti Démocrate Européen (PDE) dont le PNB est membre fondateur et dont Josu Jon Imaz est vice-président.

Le Parti Démocrate Européen et le Parti Démocrate Américain se sont officiellement rencontrés il y a un an à Rome avec comme objectif celui d'aborder ensemble les défis liés à la mondialisation.

Les démocrates américains et européens ont décidé avec le Conseil Asiatique des Partis Libéraux et Démocrates de constituer un réseau permanent et global où l'on peut favoriser le dialogue entre l'Amérique, l'Asie et l'Europe sur les sujets aussi variés que l'intégration économique, la démocratie mondiale, la politique énergétique, et ainsi traiter les grands thèmes qui préoccupent la planète comme l'économie, la pauvreté, les changements climatiques et la sécurité.



Nancy Pelosi, la nouvelle présidente démocrate de la Chambre des Représentants.

La France au Proche-Orient

Beaucoup d'observateurs se demandaient pourquoi la traditionnelle politique pro-arabe de la France réapparaissait en ce moment. Depuis quelque temps les observateurs se doutaient que la position française anti-israélienne ces derniers temps était intimement liée à la situation au Liban.

En effet les efforts de la diplomatie française à l'ONU pour convaincre les Européens de voter le 17 novembre une résolution anti-Israël n'ont de sens que parce que ces conversations ont été menées sous les yeux des Palestiniens et de tous les Arabes afin de ne pas se retrouver seule dans le bourbier libanais.

Par ce beau tour de force, la France montre sa solidarité au monde arabe à travers cette résolution de l'Assemblée Générale qui n'est qu'un vœu pieux non contraignant (contrairement aux résolutions du Conseil de Sécurité).

Les protestations contre les prétendues attaques des avions de reconnaissance F15 israéliens contre « ses » soldats quelques jours auparavant sont du même ordre.

Le Hezbollah a quitté le gouvernement libanais. L'assassinat du ministre Pierre Gemayel, outre l'émotion d'un tel acte barbare, abaisse inexorablement le gouvernement libanais vers le seuil des deux tiers des membres (prévus pour être un gouvernement légal) et seul le Président Emile Lahoud, pro-syrien, pourrait alors débloquer une crise institutionnelle ; mais on imagine avec quelles concessions au Hezbollah ! On comprend dès lors que la France soit inquiète car elle joue sa crédibilité dans cette affaire contre la Syrie et « l'axe chiite » (Iran et Hezbollah).

51 % d'indépendantistes : vive l'Ecosse libre !

En 1707, l'Act of Union scellait les épousailles entre l'Angleterre et l'Ecosse. Trois cents ans, cela devrait vous cimenter un mariage. Or un sondage réalisé par l'institut ICM début novembre révèle qu'une majorité d'Ecosseis, 51 % exactement, souhaitent l'indépendance. Le Scottish National Party est bien placé pour devenir le premier parti du Parlement écossais, en mai prochain. Il suffirait alors qu'il s'allie aux libéraux-démocrates et aux Verts pour être en mesure d'organiser un référendum sur l'indé-

pendance... William Wallace, alias Braveheart, a dû offrir une tournée de whisky au paradis des héros. Depuis le XIIIe siècle qu'il attendait sa revanche sur les troupes du roi d'Angleterre !



Le Scottish National Party en campagne.



La panne d'électricité fait broyer du noir.

Panne géante

10 millions d'européens ont été plongés dans le noir samedi soir 4 novembre, au cours d'une gigantesque panne d'électricité. C'est une défaillance du réseau allemand qui a provoqué ce bug géant ; néanmoins, la situation a été vite rétablie et l'on ne déplore aucun incident majeur.

Cette panne révèle les failles de l'Europe de l'électricité et plus globalement de l'Europe de l'énergie. Faute d'investissements en infrastructures, l'offre est trop faible face à la demande ; alors que la consommation énergétique n'a cessé de croître, les outils de production sont restés les mêmes. Plus globalement, il manque à l'Europe une vision à long terme partagée en matière d'énergie dans la mesure où l'énergie reste un élément essentiel de la souveraineté des Etats. Or l'enjeu est de taille, il ne s'agit pas d'une simple question technique mais bien d'un projet éminemment politique puisqu'il concerne tout à la fois l'influence géopolitique de l'Europe, son indépendance énergétique ainsi que la réponse aux légitimes inquiétudes écologiques des populations. L'économiste Jean-Paul Fitoussi a lancé l'idée de créer une communauté européenne de l'environnement, de l'énergie et

de la recherche (« CEEER ou C3ER »), à l'image de la CECA mise en œuvre par les pères fondateurs de l'Europe autour du charbon et de l'acier. Finalement, ce retour aux origines ne serait-il pas un bon moyen de relancer le projet européen ?

Par ailleurs, cet épisode est significatif des effets pervers de l'interdépendance toujours plus grande des réseaux électriques européens. Ce système est certes avantageux dans la mesure où il permet aux différents pays d'échanger en permanence de l'électricité et faire face aux hausses exceptionnelles de consommation. Mais il reste dans le même temps très vulnérable car la multiplication des réseaux a accru leurs dépendances : les systèmes étant de plus en plus interconnectés, un grain de sable à un endroit peut avoir des conséquences imprévisibles sur l'ensemble du réseau en déclenchant des effets en cascade inattendus. Ces enchevêtrements de réseaux et d'infrastructures ne concernent pas la seule électricité et touchent d'autres domaines : l'eau, les transports, les systèmes d'information, les banques, les systèmes de santé publique, etc... Ce phénomène d'interdépendance accroît de fait la vulnérabilité et la fragilité des sociétés post-modernes.

Pré-campagne

Dans la pré-campagne présidentielle qui constitue aujourd'hui notre quotidien, le débat est

avant tout national ; on a du mal à discerner un discours sur l'Europe. Ceci s'est tout particulièrement vérifié lors des « primaires » qui se sont déroulées au sein du PS. On relèvera simplement la sortie de Fabius, lors du dernier débat télévisé entre les 3 prétendants, pour qui, à propos de la Constitution européenne rejetée l'année dernière par les Français, « le plan B, c'est le projet socialiste » et il faut faire « l'Europe par la gauche ». Ainsi, si l'on en croit, l'ancien premier ministre, l'avenir de l'Europe serait garanti par le projet socialiste français. Approche et conception étranges de la construction européenne !

D'abord, l'Union est composée de 27 pays, de 27 gouvernements s'appuyant sur autant de majorités différentes, de 27 Etats-membres ayant chacun leur génie, leur histoire, leurs traditions, leur modèle économique et social. Ensuite, même s'il faut tenir compte du « non » français (et néerlandais), il faut aussi tenir compte du « oui » des autres pays, qui sont d'ailleurs plus nombreux que ceux qui ont rejeté le texte. Enfin, le projet socialiste ne constitue pas en soi un « plan B » ; c'est au mieux une position de départ d'une négociation d'un futur Président socialiste. Faire croire que les propositions socialistes vont passer en l'état, c'est se moquer du monde et oublier un peu vite que l'Europe est par nature un compromis entre des ambitions et des intérêts contradictoires et que c'est le prix à payer pour poursuivre la construction européenne.

Soutien européen au processus de paix

Sur le chemin semé d'embûches du processus de paix au Pays Basque, le soutien apporté par le Parlement européen fin octobre est à marquer d'une pierre blanche. Par ce vote, la question basque devient en quelque sorte une question européenne. Le prise en compte de ce dossier par le Parlement européen ne peut que contribuer à encourager les efforts de paix entrepris au Pays Basque, à l'instar du soutien apporté par les instances européennes il y a quelques années au processus de négociation en Irlande du Nord.



Josu Ortuondo, eurodéputé et Josune Ariztondo, satisfaits du vote européen.

Oui à l'audace, non à la crispation

EAJ-PNB salue la nouvelle dimension européenne du processus de paix en Pays basque. L'Europe construite pour assurer la paix est naturellement concernée par la fin de la violence en Pays basque, d'autant que l'histoire intégrale de cette violence concerne deux de ces Etats membres. L'Europe devrait accompagner ce processus en modérant l'intransigeance de nombreux responsables politiques espagnols et français.

Tout pour éviter la question qui fâche !

Ce raidissement politique des conservateurs est incompréhensible puisque le processus soutenu par le Parlement européen n'attribue aucun rôle politique à ETA et n'a qu'un objectif : la paix.

La motion soutenue par le PP et l'UMP mêle

volontairement la question politique à celle de la violence pour repousser l'échéance de la reconnaissance politique du Pays basque. L'UMP, à la différence de l'UDF, comme EAJ-PNB, membre du PDE dont le vote positif a été crucial, prétend que le débat mené au Parlement européen était une question interne à l'Espagne tout en votant en faveur d'une motion qui repousse "le droit d'autodétermination pour le Pays basque qui impliquerait une altération des frontières internes de l'Union Européenne" et concernerait donc la France !

Le noyau dur de l'UMP prend comme excuse l'absence d'unanimité des partis espagnols sur le processus en cours "à l'inverse du cas irlandais", oubliant simplement l'opposition du parti protestant unioniste, majoritaire aujourd'hui en Irlande du nord alors qu'habituellement la droite dure

rejette toute comparaison entre les deux processus qu'elle juge trop différents.

La droite dure préfère s'opposer plutôt que de construire

Elle préfère s'opposer à une réelle opportunité de paix et mépriser une nouvelle fois la question basque. En ces temps de négation de toute revendication institutionnelle en Pays basque nord, les électeurs jugeront. La droite dure française et espagnole se crispe sur un problème que la construction d'une Europe fédérale assouplira. L'Europe, notre maison commune, fera des Espagnols, des Français et des Basques des voisins unis et non divisés pour la liberté, la démocratie et la diversité.



La Révolution française au Pays basque.

(Suite)

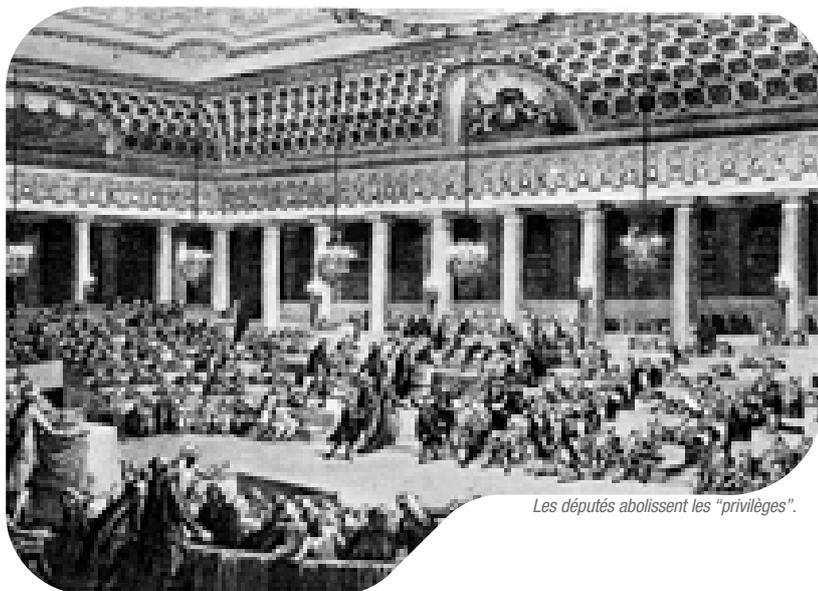
La nuit du 4 août 1789, pour mettre fin aux jacqueries dans les campagnes et éviter de tout perdre, le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon proposèrent à la noblesse de renoncer à ses privilèges. Un député du tiers breton, Le Guen de Kerangall fit un discours enflammé qui fit monter la température. Et, dans une frénésie tumultueuse, commença la scène des renonciations. Les députés du clergé et de la noblesse multiplièrent les abandons. Puis, on alla encore plus loin, proposant la suppression des statuts particuliers des collectivités locales. Emportés par l'exaltation patriotique qui agitait l'Assemblée, les députés du Labourd votèrent avec les autres l'abolition des privilèges, y compris « les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes et communautés d'habitants, désormais confondus dans le droit commun de tous les Français ». C'était la fin de l'autonomie des pays basques et de leurs institutions.

Les Labourdins révoltés, les Souletins aliénés

Lorsque la nouvelle parvint en Labourd, ce fut un tollé général. Les membres du Biltzar du 1er septembre désavouèrent leurs députés et adressèrent une protestation indignée à l'Assemblée nationale.

Mais les révolutionnaires, aux prises avec l'exécution d'une œuvre grandiose de rénovation de la Nation française, ne prêtèrent aucune attention à ce petit peuple perdu au pied des Pyrénées, accusé d'être « pétrifié dans une obstruction stérile ». Les Labourdins furent traités d'entêtés et de « mauvais Français, incapables de rien sacrifier au grand œuvre de régénération de l'État... ».

Les Souletins, suivant l'exemple de leurs voisins béarnais, ratifièrent sans protester la destruction d'une autonomie multiséculaire, il est vrai fort diminuée depuis longtemps !



Les députés abolissent les "privilèges".

Les Navarrais pour leur royaume

Quant aux Navarrais, ils ne se sentaient pas concernés, persuadés que la Navarre était un royaume et non une province de France. Mais, le 8 octobre, l'Assemblée nationale délibéra sur le titre qui devait être donné au roi. Elle proposa : « roi des Français », supprimant le titre de « roi de France et de Navarre ». Polverel rédigea un célèbre mémoire qu'il adressa à l'Assemblée, dans lequel il produisait les preuves historiques de l'indépendance de la Navarre. « Une nation qui veut être libre... ne commencera pas par attenter à la liberté d'autrui... », écrivait-il. En dépit de ce mémoire où étaient déployés les arguments les plus convaincants, le titre de roi de Navarre fut supprimé. Le manifeste de Polverel fut diffusé en Navarre afin d'alerter l'opinion. Mais les Navarrais commençaient à se rendre compte que leurs rêves d'indépendance étaient chimériques. Provoqué par une habile campagne, le ralliement du pays, se fit petit à petit.

Seuls les Labourdins continuaient à se battre. Le 18 novembre, les membres du Biltzar, réunis pour la dernière fois, adressèrent un nouveau plaidoyer à l'Assemblée nationale pour demander le maintien de leur constitution; mais il n'eut pas plus de succès que le précédent.

Pour un département Pays basque

Les révolutionnaires poursuivirent leur œuvre d'unification. Afin d'anéantir les provinces et réaliser l'unité de la Nation française, la Constituante décréta que le royaume de France serait divisé en départements. Dans leur manifeste du 18 novembre, les Labourdins avaient ajouté : « Si, contre notre attente, il y avait une impossibilité absolue de laisser le Labourd en lui-même, c'est avec les Basques navarrais et ceux de la Soule qu'ils pourraient fraterniser le

mieux, parce qu'il y a entre eux une identité de mœurs et de lois... ». Ils demandaient un département basque que les frères Garat, désireux de faire oublier leur défaillance du 4 août, plaidèrent avec vigueur. Garat jeune démontra que dans le futur département, les Basques étant en minorité, les décisions seraient entre les mains des Béarnais. Ce dernier vœu ne devait pas être exaucé non plus. Par décret du 12 janvier 1790, les trois provinces basques furent unies au Béarn pour ne former qu'un seul département.

Bien que la division géométrique envisagée par le comité chargé du découpage de la France en départements ait rencontré bien des oppositions, notamment de Mirabeau qui demandait la conservation des provinces comme cadres des futurs départements, les vues dogmatiques de Sieyès et le projet rationnel de Thouret l'emportèrent.

Pau plutôt que Bayonne

Par décret du 26 février, la France fut découpée en 83 départements, voulus aussi égaux que possible en dimensions, pourvus de dénominations géographiques pour effacer le souvenir des provinces. Les pays basques étaient englobés dans la Nation française, une et indivisible. Le choix du chef-lieu donna lieu à de nouvelles discussions. Dans notre département, Bayonne et Pau étaient en concurrence. Après des débats passionnés, le 4 août, Pau fut choisi pour chef-lieu, Bayonne ayant été écartée parce que trop excentrée !

À la fin de l'année 1790, les institutions traditionnelles des provinces basques avaient vécu et la nouvelle administration était en place.

(à suivre)

Les Catalans ont parlé : Pour la huitième fois CiU gagne les élections

En effet, CiU a gagné les élections dans 39 régions sur 42, 832 communes sur 946 soit le 87,94% des municipalités, dans les 4 capitales catalanes y compris la ville de Barcelone.



Artur Mas, le leader de CiU.

CiU arrive en tête en nombre de voix et en sièges 48 (+2), les socialistes du PSOE-PSC enregistrent une perte de 5 sièges (37). Ils se trouvent distancés de 11 sièges, ERC obtient 21 sièges (-2), les communistes d'ICV 12 sièges (+3), le PP 14(-1) et enfin les nationalistes anti-catalans dits " Citoyens de Catalogne" 3 sièges.

Malgré ce résultat, trois jours plus tard, ERC, ICV et les socialistes décident de reconduire la même formule de gouvernement alors que leur mésentente avait provoqué ces élections anticipées.

Un vainqueur amer

Le candidat vainqueur Artur Mas, n'a pas ménagé les critiques envers les dirigeants d'ERC qui tout en défendant des positions maximalistes, au lieu de s'engager le moment venu pour « obtenir le maximum pour la Catalogne » préfèrent gouverner avec "l'ensemble des perdants" des élections. Il faut dire que malgré les propositions de CiU il n'y a eu de négociations ni avec ERC ni avec les socialistes, car les propositions généreuses de CiU pour un accord national ont reçu « une fin de non recevoir », alors que les programmes des deux partis n'étaient pas incompatibles, lors des très brèves rencontres demandées par CiU. En conclusion, l'accord « tripartite » entre les socialistes, ERC et ICV étaient déjà conclus avant les élections, et exception faite d'ICV, les deux autres partis l'ont caché sciemment aux électeurs. Finalement la Catalogne sera prési-

dée par le grand perdant des élections, le socialiste José Montilla. La réédition de cet accord est d'après CiU « une magouille pour continuer à occuper le pouvoir et empêcher que CiU puisse gouverner ».

Il faut dire que M.Montilla s'est illustré par des déclarations peu rassurantes comme le fait d'affirmer que « la Catalogne n'a pas de droits historiques » ou bien en votant au Parlement espagnol contre l'unité de la langue catalane ou encore en s'opposant au transfert des compétences des aéroports catalans vers le gouvernement catalan.

Les leaders de CiU ont déclaré « assumer démocratiquement leur rôle d'opposition », tout en précisant qu'ils ne voulaient pas être complices de la farce et de la tromperie que représente le nouvel exécutif, qui n'est autre que le continuateur de celui que les électeurs ont refusée. Il faut savoir que si les élections en Catalogne utilisaient un système électoral semblable au français ou au britannique, CiU aurait remporté une écrasante victoire aux élections.

CiU, « plus que jamais la maison commune du catalanisme »

Aujourd'hui, CiU devient le pôle de tous ceux qui veulent une Catalogne plus autonome, capable de développer les infrastructures nécessaires pour demain, qui fasse progresser

encore la cohésion sociale de la population, qui réussisse à consolider le modèle linguistique d'intégration, qui continue à placer la Catalogne parmi les pays le plus avancés du monde. On peut compter sur CiU !

Jordi Vera
Secrétaire Général du Bloc Catala



Une victoire mal récompensée.



A la conquête de la C



**Jean Michel
ANXOLABEHÈRE
(FDSEA)**

1) Quels atouts doivent utiliser les paysans basques pour assurer leur avenir ?

Jean Michel ANXOLABEHÈRE : Nous, paysans du Pays basque, mais aussi nos prédécesseurs, nous avons conservé et développé des atouts. Une de nos forces principales : nous sommes encore très nombreux. La dynamique d'installation est importante. Nous figurons en tête des départements pour l'installation des jeunes agriculteurs en France.

Vu la restriction des aides publiques, il faudra se battre pour maintenir les aides qui incitent les jeunes à devenir agriculteurs.

De même, nous avons bâti une politique de produits de qualité et mis en place de nombreux signes officiels de qualité (AOC, labels, IGP) dans presque toutes les productions (ovins, bovins, porcins, palmipèdes, viticulture, maraîchage,...) grâce au développement de filières structurées autour d'organisations professionnelles agricoles (interprofessions, coopératives,...) et d'infrastructures (abattoir, atelier de découpe,...).

Très tôt, nous avons compris que la vie de nos exploitations ainsi que leur avenir était étroitement liée à la qualité de nos productions et à notre capacité à développer cette dynamique autour de ces signes de qualité.

Nous pouvons compter sur un très fort maillage d'entreprises agro-alimentaires réparties sur le Pays-Basque pour transformer et commercialiser nos produits. Ce réseau territorial est un véritable atout pour développer nos activités.

Des systèmes de production adaptés au contexte local alliant tradition et modernité, tels que la transhumance permettent de conserver un patrimoine très riche.

Enfin, l'attractivité de notre territoire est un atout tant pour la diversification de nos exploitations, par l'agro-tourisme et la vente directe, que pour la commercialisation de nos produits. L'utilisation de l'image basque et du terme Pays-Basque est très porteuse car cela renvoie dans l'imaginaire à une identité forte, des traditions et la qualité. Mais là encore il ne faut pas abuser au risque de banaliser. Ce sujet est au cœur d'importants débats.

Christian HARLOUCHET : Le paysage de l'agriculture du Pays basque, c'est 4500 exploitations agricoles, près de 7000 emplois dans la production. L'image de beauté et de qualité, véhiculée par les médias, utilisée par les professionnels est liée à la géographie, au climat mais aussi à l'agriculture pratiquée, à la présence de nombreux paysans, au maintien de bergers sans terre sur les estives collectives. Les autres régions – y compris le Béarn – nous envient le taux d'installation des jeunes, 17% ont moins de 35 ans contre 11% en Aquitaine, 12% en France. Le fort attachement des

Les élections professionnelles à la Chambre d'Agriculture départementale approchées en Pays basque, Jean Michel Anxolabehere de la FNSEA à la recherche du majoritaire. Quels sont leur vision, leur différence ? Nous leur avons posé les mêmes

Basques à leur culture, à la pérennité du mode de transmission à un héritier (etxaldea = maison + terres) contribue au maintien de nombreuses exploitations et à une superficie inférieure à la moyenne des autres régions, 20 ha contre 30 ha en France. La très forte orientation de l'agriculture vers l'élevage et l'utilisation de 85% de la surface en prairie pour nourrir les troupeaux de vaches et de brebis sont autant d'atouts pour la promotion de produits de qualité de plus en plus prisés. La gestion de l'espace montagnard avec 52 000 ha de pacages collectifs représente le support de vie des bergers sans terre et un complément indispensable pour les petites exploitations. Cela doit pérenniser le métier de berger sans terre et le revenu des plus petites fermes de nos vallées. L'image de la montagne basque doit être au service de la promotion de l'AOC Ossau Iraty pour apporter une véritable plus value aux paysans et bergers qui représentent 60% des exploitations. La volonté des paysans de vivre nombreux, fait de l'agriculture le principal pilier économique du Pays basque intérieur, fait vivre nos villages et a permis de résister à l'agriculture productiviste, destructrice d'emploi et de plus-value à la production.

2) Comment voyez-vous l'agriculture du Pays basque en 2020 ?

JM A : Si nous arrivons à développer et mettre plus en valeur nos atouts, nous devrions compter sur une agriculture dynamique, moderne et traditionnelle, à l'horizon 2020, malgré une diminution du nombre d'exploitation (les départs en retraite plus nombreux que les installations).

Pour cela, nous devons accroître notre politique d'installation et nous ouvrir pour susciter des vocations chez des jeunes non issus du milieu agricole. Continuons à utiliser les richesses et la diversité du Pays-Basque en les adaptant aux contraintes de l'évolution sociale et des modes de vie, à savoir une baisse importante de la main d'œuvre familiale. La viabilité de nos fermes et de notre métier est un point crucial pour attirer des jeunes.

En 2020, je vois une agriculture diverse et ouverte. Diverse car je ne crois pas en un modèle unique partout. Nos différences et nos variétés sont nos forces. Ouverte, car nous sommes dans une société et un territoire où pour exister il faut être acteur.

Ch H : L'agriculture du Pays basque, c'est non seulement des exploitations avec des troupeaux mixtes de brebis et vaches à viande, mais aussi une grande diversité de productions : 600 exploitations de vaches laitières, 100 viticulteurs en AOC Irouleguy, maïsiculteurs en Amikuze, petits maraîchers. De nombreuses

exploitations pratiquent la polyculture élevage, troupeau + culture tels les producteurs de piment d'Espelette, de pommiers à cidre, de cerisiers, les gaveurs de canards, les éleveurs de poulets fermier ... la production de porcs est en régression depuis des années. L'agriculture hors-sol de porcs et volailles a échoué au Pays basque, contrairement à la Bretagne. Ce modèle ne devrait pas se développer. Allons plutôt vers la mise en place d'une forte AOC porc basque. Depuis la mise en place de la PAC, les exploitations céréalières ont augmenté leurs superficies et leur rendement par 2 ou 3 et ont supprimé des voisins. Cette productivité accrue a créé des excédents de production, une baisse des prix et des revenus compensés par des primes liées, au départ à la quantité de production et aujourd'hui au nombre d'ha ou de taille du troupeau. Les agriculteurs n'ont pu rivaliser avec des structures 10 à 20 fois supérieures en moyenne. De part l'attachement à l'« etxalde » et à la transmission du patrimoine, ils sont restés prudents dans les investissements et la recherche d'agrandissement de superficie. Cette réserve face à l'industrialisation agricole est un atout pour développer la commercialisation de nos produits comme biens produits dans le respect de l'environnement, du métier de paysan, des animaux. Les circuits courts de distribution permettront aux paysans de reconquérir la plus-value de leur production qui l'est actuellement par les transformateurs et la grande distribution. C'est la seule façon pour les paysans non soumis à « la quantité » d'accéder à un revenu décent. Dans l'attente, les primes devraient être orientées en priorité vers nos exploitations de petite taille soumises à des handicaps naturels liés à la montagne : isolement, pente, mécanisation spécifique, morcellement.

